

CAPACITATION DES ENTITES TERRITORIALES DECENTRALISEES (ETD), DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE EN MATIERE DE BONNE GOUVERNANCE, DE DECENTRALISATION ET APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE PLANS D’ACTION DE SECURITE



Bureau des Affaires coutumières en Ituri

la RDC) et des femmes comme actrices de changement social par leur participation au processus de stabilisation et de consolidation de la paix en Territoire de Djugu en proie à l’activisme des groupes armés.

Dans la Province de l’Ituri, le programme « Ensemble pour la sécurité et la Paix à Djugu », (ESPAD en sigle), est l’un des programmes mis en œuvre par VNG International en RDC en partenariat avec Cordaid, le Forum des Mamans de l’Ituri (FOMI) et Justice Plus. Il œuvre pour la stabilisation et l’amélioration de la performance et la qualité des services de l’administration territoriale, de justice, des Entités Territoriales Décentralisées, des Forces de services de sécurité (Police Nationale Congolaise & Forces Armées de

En dépit des efforts de restauration de l’autorité de l’Etat, la fourniture de services de qualité à la population et la performance des agents et cadres, des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que des femmes et des jeunes, la nécessité d’une sécurité globale demeure visible et pertinente. Pour y arriver, du 12 au 14 mars 2021 à Fataki, dans le Territoire de Djugu, les capacités opérationnelles et institutionnelles des agents et cadres des ETD et de l’administration territoriale ont été renforcées afin d’être plus efficaces, performantes et proches de la population. Ce renforcement des capacités a été sensible au genre et aux conflits en associant les femmes, jeunes et les confessions religieuses, compte tenu de leur influence positive dans la gestion et résolution des problèmes et leur position dans la communauté.

Avec l’assistance de M. Jacques BAKAMBU, l’ élu du Territoire de Djugu et Député Provincial, l’activité organisée a été une opportunité pour la capacitation des acteurs étatiques et non-étatiques. L’effet immédiat visé était le bénéfice d’outil sécuritaire, administratif, juridique pour relever le niveau des entités dudit Territoire qui en souffre depuis des décennies. Renforcer l’autorité de l’Etat à travers la notion de chaînes de dépenses des ETD, la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne était également un des buts recherchés. L’Etat étant reconnu comme premier fournisseur redevable et transparent à la population et à la stabilité, de tels ateliers doivent être continus pour relever davantage le niveau des acteurs de gestion d’affaires publiques, en vue d’une fourniture plus efficace des services de l’Etat.

C'est ainsi que dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat et du retour de la paix, des agents et cadres des structures, tant étatiques que non étatiques, des femmes et des jeunes venant plus particulièrement du territoire de Djugu, ont été formés sur des thèmes spécifiques en vue de les outiller à la gestion territoriale, à la bonne gouvernance, à la décentralisation, à la gouvernance sécuritaire dans la gestion de la territoriale, à l'élaboration et suivi du budget, aux finances publiques et aux droits et devoirs des ETD, y compris ceux des citoyens envers l'Etat.

Cette connaissance concrète du mécanisme de gestion pourrait apporter transparence, équité, collaboration et accessibilité des communautés aux services de l'administration territoriale et des ETD et inclure toutes les parties redevables, tel que circonscrit dans le programme ESPAD.

Le Directeur de Cabinet Adjoint du Gouverneur de Province en charge des Questions Politiques, Administratives et Judiciaires estime, quant à lui, que l'activité organisée a servi de base pour déceler des faiblesses dont l'élimination et l'atteinte des grands objectifs de développement nécessitent de mener de nouvelles actions.

Les participants, à travers leur représentant, le Chef de Secteur des Walendu Tatsi, confirment que cet atelier était un « ouf de soulagement » en vue de relever les défis énormes qui entravent le bon fonctionnement des services publics, tant au niveau territorial que local.

L'activité d'appui à la mise en œuvre de Plans d'Action de Sécurité organisée par VNG International et portant sur le changement des normes sociales, la réduction des exactions commises contre les civils et l'amélioration des mesures de protection a permis de recevoir les avis des acteurs clés pour sensibiliser la population à la confiance mutuelle et la cohabitation pacifique entre les communautés de Djugu. Elle s'est faite à travers la sensibilisation radiodiffusée et des messages enregistrés des acteurs clés diffusés chaque jour sur la paix, l'acceptation mutuelle, le rapprochement entre les communautés d'une part, avec les militaires et les policiers d'autre part, la tolérance, la cohabitation pacifique et le changement de mentalité.

Somme toute, la logique de l'activité était d'améliorer la connaissance des agents et cadres des ETD et des animateurs des structures citoyennes sur leurs rôles et responsabilités en les outillant davantage sur le plan opérationnel et institutionnel pour offrir un service de qualité à la population et contribuer au changement des normes sociales entre la population et les Forces Armées de la RDC, la Police Nationale Congolaise, l'Agence Nationale de Renseignement, la Direction Générale de Migration. Ceci pour viser la réduction des exactions commises sur les civiles et l'amélioration des mesures de protection dans le cadre de la mise en œuvre de Plan d'Action de Sécurité.

Rédigé par Jean-Paul Soroba Banga, Coordonnateur des programmes